

LE JOUR, 1947
10 Octobre 1947

LA PALESTINE ET LA GEOGRAPHIE

Mr. Cyril Falls qui est un critique militaire réputé et qui enseigne l'histoire de la guerre à Oxford écrivait dans une de ses récentes chroniques hebdomadaire des « Illustrated London News » que cartes et mappemondes devraient être les instruments de travail de l'homme politique, les dernières surtout. C'est l'évidence. On ne peut plus s'occuper d'un coin de la terre sans savoir exactement ce qu'il est physiquement et comment il se présente par rapport à l'univers. Il faut ajouter bien entendu à la géographie tout court, la géographie humaine.

Si les brillants hommes d'Etat et diplomates qui, à l'ONU, travaillent pour le bonheur du genre humain acceptaient mieux cette discipline, s'ils se penchaient un peu plus sur la carte et sur la planisphère au lieu de philosopher dans l'abstrait et de se borner aux vues de l'esprit, ils se feraient une idée plus précise des réalités terrestres.

Les coupeurs de la Palestine en deux ou en trois, avant de s'aviser de faire l'histoire, devraient s'intéresser plus immédiatement à la géographie. Ils se décideraient à constater enfin que ce petit pays ne peut pas être divisé sans folie ; ils se persuaderaient que les recommandations faites de bonne foi par la majorité de la Commission d'enquête sont une offense à la logique et à l'ordre moral. Mais, comme il faut satisfaire à tout prix les Sionistes qui sont une puissance et qui encomrent de leurs intrigues, de leurs gestes et de leurs cris, la terre entière, une solution bâtarde est suggérée sans qu'on ait égard aux conséquences.

Si les recommandations de la Commission d'enquête sont suivies, la Palestine sera mise en pièce comme on fit naguère de la Tchécoslovaquie, mais dans des conditions plus dramatiques, plus inhumaines encore ; car, dans le principe du moins, le problème tchèque était, si l'on ose dire, de la petite bière à côté de celui que la science politique traite si brutalement (ou si légèrement) ces temps-ci.

La chose la plus raisonnable qu'on ait entendue à l'ONU ces derniers jours, c'est qu'Arabes et Juifs feraient bien de causer en vue de se décider à établir un régime commun. Ils devraient entrer en conversation, comme une majorité et une minorité, pour aboutir à des apaisements puis à la paix. La raison veut, étant donné l'imbroglio où ils sont, et la nature du territoire, que les habitants actuels de la Palestine vivent ensemble. Mais, politiquement, à côté les uns des autres, ils trouveraient dans l'extension des statuts personnels, des issues aux problèmes qui se posent. Les Arabes sont allés loin dans cette voie. Ils ont fait les offres les plus libérales. Ils se sont gardés d'élever un mur devant « l'autre branche de la vie sémitique » comme s'est exprimé avant-hier M. Masaryk devant l'ONU. Mais les Juifs ne veulent rien entendre. Après avoir acquis toutes les nationalités et s'être insinués dans tous les gouvernements, ils prétendent ajouter de toute force, à tant de puissance, celle d'un Etat indépendant au prix d'un morcellement arbitraire de la Palestine.

Il n'y aurait que la géographie pour s'opposer à ce morcellement que ce serait assez. Les guerres, les malheurs de la plupart des nations sont sortis d'erreurs de ce genre.

Les représentants des pays arabes actuellement en session au Liban (auxquels s'est ajoutée si opportunément la présence de S. E. Hage Amin Husseini, grand mufti de Palestine)

s'opposeront catégoriquement au partage. Ils iront, sûrement, aux dernières limites de la résistance. Jamais, en ce monde, nul ne s'est trouvé plus qu'eux en état de légitime défense.